

Communiqué de presse

La Maison des migrations déménage et ouvre un refuge à Montreux

La Coordination Asile Riviera (CAR) est hébergée depuis mercredi soir dans la paroisse catholique de Montreux où elle a ouvert un refuge pour une famille menacée de renvoi. La Coordination Asile constate avec inquiétude que désormais même des familles ayant survécu aux massacres de Srebrenica sont sur le point d'être expulsées vers des champs de ruines.

Depuis la mi-avril, les menaces de renvois des requérants déboutés se précisent non seulement pour les célibataires, mais aussi pour les familles avec enfants mineurs. De nombreuses personnes reçoivent ces jours des interdictions de travailler ou des plans de vol et subissent de fortes pressions en vue d'accepter le retour dans leur pays. Dans notre région, plusieurs personnes sont en danger.

Après avoir été accueillie dans la paroisse protestante de Sainte-Claire où elle avait ouvert son premier refuge à la fin de l'année passée, la CAR a été hébergée – comme Maison des migrations (permanence, réunions) - dans la paroisse catholique de Saint-Jean à Vevey, puis dans la paroisse protestante de Clarens. Depuis le 4 mai, elle s'est installée dans les locaux mis à sa disposition par la paroisse catholique de Montreux et a pu immédiatement ouvrir un refuge pour abriter une famille en grand danger.

Cette famille bosniaque, survivants de Srebrenica, et leur petite fille de 3 ans, résidant dans l'Est vaudois, sont entrés dans le refuge afin d'échapper à un renvoi qui serait catastrophique pour eux. Cette famille vient de la région de Srebrenica où ils ont assisté à des atrocités pendant la guerre en Bosnie. L'épouse surtout souffre de traumatismes suite aux événements terribles qu'elle a vécus. Ils sont arrivés en Suisse en 2001, leur vie n'étant plus possible là-bas. Cette famille, malgré sa situation de détresse, a pourtant reçu un plan de vol pour le 8 mai, alors qu'elle attend encore une réponse suite à un recours.

Leur retour dans cette région ne peut être envisagé, puisque des personnes impliquées dans des massacres occupent des postes importants dans l'administration et dans la police, malgré des condamnations fermes du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). Il est révoltant d'expulser des victimes encore traumatisées vers une région où leurs anciens agresseurs ne sont même pas poursuivis. Leur renvoi ne peut que détériorer leur état de santé, puisque les traumatismes ayant amené à l'exil ne sont pas reconnus.

Cette famille vit des heures particulièrement difficiles faites d'attente et d'angoisse, mais aussi d'espoir dans le refuge qui représente – pour eux et pour ceux qui les accompagnent - un dernier rempart contre l'inhumanité.

COORDINATION ASILE RIVIERA, 4 mai 2005